

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 janvier 2002
Français
Original: arabe

**Lettre datée du 13 janvier 2002,
adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Iraq
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 11 janvier 2002, que vous adresse M. Naji Sabri, Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq et dans laquelle celui-ci précise la position de l'Iraq à l'égard de la teneur de la lettre en date du 12 décembre 2001 que vous a adressée Cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Koweït, qui a été publiée sous la cote S/2001/1188.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Abdul Munim **Al-Kadhe**



**Annexe à la lettre datée du 13 janvier 2002,
adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Iraq
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 12 janvier 2002 du Cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Koweït (S/2001/1188) sur la question des personnes disparues et je tiens à préciser ci-après la position de l'Iraq à l'égard de la teneur de cette lettre.

1. Le Ministre des affaires étrangères du Koweït a critiqué l'Iraq en disant que celui-ci « a fait des propositions pour la création de comités et d'autres organes hors du système des Nations Unies » en vue de résoudre le problème des personnes disparues. Nous espérons que le Koweït appuierait favorablement ces initiatives de l'Iraq qui témoignent du sérieux de l'Iraq et de son désir sincère de réaliser des progrès dans ce dossier humanitaire, et non le contraire. Il convient de mentionner que l'Iraq, outre ses initiatives, a répondu aux efforts de médiation de la Ligue des États arabes (septembre 1991 et janvier 1993), de la présidence du Mouvement des pays non alignés (1994), du Gouvernement de l'État du Qatar (février 1993), de sa Majesté le Roi du Maroc (octobre 1993), de S. E. le Président de la Fédération de Russie M. Boris Eltsine (septembre 1994) et du Gouvernement italien (juillet 2001). Tous ces efforts de médiation ont été faits à la demande du Koweït et il est incompréhensible qu'il recherche la médiation d'organisations internationales et d'États mais que lorsque l'Iraq lui répond il se retire et critique cette réponse.

2. Dans sa lettre, le Ministre des affaires étrangères du Koweït mentionne l'existence de quatre mécanismes et précise « que l'Iraq peut y recourir à tout moment ». Cette description vise à donner l'impression que l'Iraq n'a pas coopéré jusqu'à présent, ce qui ne prend pas en compte la coopération de l'Iraq avec le Comité international de la Croix-Rouge depuis 1991 et la poursuite de cette coopération jusqu'à présent, qui a donné des résultats importants, permettant de découvrir le sort de nombreuses personnes portées disparues. Le plus récent exemple est le fait que la coopération de l'Iraq a permis de fermer le dossier du pilote saoudien Mahmoud Nazira le 31 août 2001. S'agissant du dernier des quatre mécanismes mentionnés dans la lettre du Ministre des affaires étrangères du Koweït concernant la mission de ce qu'il est convenu d'appeler « le Coordonnateur de haut niveau », l'Iraq réaffirme une fois encore que cette mission transfère la question des personnes portées disparues de leur lieu naturel placé sous la responsabilité du Comité international de la Croix-Rouge et en fait une question politique gérée par le Conseil de sécurité. Par conséquent, elle est en contradiction avec les règles du droit international humanitaire, les Conventions de Genève de 1949 et les règles opérationnelles du Comité international de la Croix-Rouge. Elle est aussi discriminatoire et tendancieuse et limite la compétence à la question des disparus koweïtiens et citoyens d'États tiers, le Coordonnateur refusant d'étudier la question des disparus irakiens, qui sont deux fois plus nombreux que les disparus koweïtiens ou nationaux d'un pays tiers. Cela est contraire à toutes les normes humanitaires.

Le Ministre koweïtien dit que le Koweït est prêt « à autoriser le CICR à effectuer librement des recherches sur tout le territoire koweïtien pour essayer de retrouver les prétendus Irakiens disparus mentionnés par le Gouvernement irakien, à condition que, en contrepartie, les autorités irakiennes s'engagent à

fournir au Koweït toutes les précisions qu'elles possèdent en ce qui concerne » le sort des Koweïtiens.

Cette proposition koweïtienne traite d'une seule affaire en utilisant deux critères, demandant une chose à l'Iraq et s'engageant à faire autre chose de complètement différent. L'Iraq est prêt à coopérer avec le Koweït en vue de convenir de mesures non discriminatoires sous la supervision du CICR afin de résoudre la question des personnes portées disparues, quelle que soit leur nationalité. Le Gouvernement iraquien tient à réaffirmer son désir sérieux et sincère de coopérer avec le Koweït, sous la supervision du CICR, considérant que c'est le meilleur moyen de résoudre cette question humanitaire.

Le dossier des personnes portées disparues nécessite une action et une coopération sérieuses de toutes les parties où se trouvent des personnes disparues, sous la supervision du CICR. Une certaine expérience a été acquise dans ce domaine et l'on peut s'en inspirer. Ce que l'Iraq et l'Iran font dans ce domaine humanitaire, sous la supervision du CICR, constitue un exemple de ce à quoi les parties concernées peuvent parvenir sans l'intervention de parties extérieures qui ne cherchent qu'à politiser le dossier humanitaire, à l'exploiter à des fins politiques précises et à prolonger l'état de tension entre lesdites parties.

Le Ministre des Affaires étrangères
(Signé) Naji **Sabri**
